



« Il ne s'agira pas de sauver le monde d'hier mais de construire celui de demain, en regard de la concurrence mondiale »

Les Régions, architectes du capitalisme de demain ?

Analyse

LA MISE EN COMA ARTIFICIEL de notre économie a créé une situation d'exception qui pose deux questions : combien coûtera le « quoi qu'il en coûte ? » et « qui paiera » ? L'urgence est d'apporter de la liquidité et la rapidité d'apport des fonds importe davantage que ses modalités juridiques. La gestion de la crise actuelle au niveau de chaque entreprise relève d'une mise en abyme économique : gérer sa propre crise, dans un pays en crise, au milieu d'une économie mondiale elle-même en crise.

Comme toute crise, celle-ci surprend par sa brutalité, sa soudaineté et son ampleur imprévisibles. Agissant comme un virus très contagieux, elle est déjà à la fois un révélateur de nos faiblesses et un accélérateur de changement. Les gouvernements des différents pays ont été plutôt réactifs en prenant immédiatement des mesures opportunes, ciblées, temporaires. Les milliards pleuvent dans cette phase de confinement et d'arrêt d'activité pour financer les salaires et une petite partie des charges mais il en faudra davantage pour que les entreprises rouvrent et repartent à la conquête de leurs marchés.

Bonne équation. Il faudra lutter contre la tentation de conditionner les aides financières à des objectifs inadaptés et de court terme comme l'absence de licenciements ou à des surenchères de vertu, alors que la bonne équation sera d'aider les entreprises à être pérennes en finançant les nécessaires transformations de leurs modèles, en cohérence avec les enjeux humains, sociétaux, climatiques et de biodiversité. Il ne s'agira pas de sauver le monde d'hier mais de construire celui de demain : ne perfusions pas des entreprises fragiles pour les faire inutilement perdurer, mais au contraire,

engageons une complète reconstruction, modernisation et transformation durables de l'économie.

Les entreprises françaises sont soutenues par leur banque, Bpifrance et les mesures de décalage de charges sociales et d'impôts mais il est certain que beaucoup d'entre elles ne seront pas en capacité de rembourser ces prêts qui n'auront financé aucune création de valeur mais au contraire une destruction de valeur importante née de la crise. On n'échappera pas à une transformation de ces avances de trésorerie en fonds propres pour ne pas peser sur leur marge brute d'autofinancement. Cela devra passer par des « fonds experts territoriaux » ad hoc, qui devront reprendre ces dettes pour les transformer en fonds propres, apporter de la trésorerie complémentaire et une expertise technique pour aider ces entreprises à sortir de la crise, à se transformer en profondeur, se développer.

Les régions sont ainsi la pierre angulaire de la sortie de crise, les mieux placées pour construire et mettre en œuvre de nouvelles approches rapides, significatives et durables. C'est pour elles une opportunité historique de faire émerger de grands acteurs économiques régionaux, indépendants du pouvoir politique, permettant une convergence des acteurs (publics et privés), et des compétences techniques, financières, industrielles et stratégiques, pour développer un capitalisme régional responsable, bâtisseur, regroupant des entreprises pour qu'elles deviennent plus grandes, plus fortes et mieux capitalisées, créant ce tissu d'ETI dont notre pays a tant besoin.

Jean-Pierre Letartre (Président d'Entreprises et Cités), Arnaud Marion (Fondateur de Marion & Partners et de l'Institut des Hautes Études en Gestion de Crise) et Valérie Ohannessian (Présidente de Phemia Conseil).